

Le déficit libéral

Écrit par Jacques Garelli

Lundi, 18 Novembre 2013 00:00



La France souffre d'un déficit libéral : pas de libéralisme dans la classe politique, ni dans les médias. Les Français, sans le savoir, payent cher le refus d'accepter les réformes libérales qui ont été réalisées avec succès dans des pays naguère aussi fortement secoués que le nôtre. Cela ressemble étrangement à ce qui s'est passé en 1981. Alors que toutes les nations, instruites par les chocs pétroliers, rompaient avec le dirigisme, luttaienent contre l'inflation et le chômage, les électeurs portaient François Mitterrand au pouvoir, un programme de nationalisations sans précédent était immédiatement appliqué et les libertés publiques, à commencer par la liberté scolaire, étaient mises en péril. La faute à Giscard (« Ne dites pas aux Français que je suis socialiste, ils me croient libéral »), comme la faute à Sarkozy. Les rappels de l'histoire sont souvent douloureux.

Mais ce n'est pas seulement de ce déficit-là que je voudrais vous entretenir. En toute sincérité, en toute amitié.

Il s'agit du déficit du budget sur lequel travaille la plus ancienne des associations libérales de France, l'ALEPS, que j'ai l'honneur de présider depuis 33 ans maintenant. Certes les comptes ont été présentés en équilibre et approuvés par notre assemblée générale au début du mois d'octobre. Mais c'est un équilibre de bas niveau, qui n'a été obtenu que par l'abandon de l'Université d'Été de la Nouvelle Économie (budget pourtant limité à 45.000 euros ces dernières années). Les ressources continuant à stagner, tandis que les coûts ne cessent d'augmenter, un nouveau sacrifice financier est donc à envisager, qui porterait maintenant sur la Nouvelle Lettre,

dont la gestion a été confiée à la SEFEL par l'ALEPS, et je suis gérant de cette société en forme juridique de SAS (société par actions simplifiée).

Après consultations et réflexions, le sacrifice en question pourrait consister à abandonner l'impression sur papier de la Nouvelle Lettre pour ne donner qu'une version électronique. Cet abandon pourrait être transitoire, en attendant les bonnes nouvelles.

Les bonnes nouvelles seraient d'abord une hausse spectaculaire des abonnements, ou un effort puissant de la part des abonnés actuels, ou les deux. Je consacre deux pages à l'intérieur de cette Lettre pour vous faire diverses propositions. Soyez rassurés : personne ne sera pénalisé, le contrat avec vous sera aménagé, mais pas rompu si vous le désirez. Je vous demande de prêter attention à ces deux pages, entre autres.

Les bonnes nouvelles seraient ensuite les retombées financières des Forums des Libertés. Ils ont redémarré avec la rentrée et je pense qu'ils vont se multiplier dans les semaines à venir. En particulier, j'entamerai à Bordeaux à la fin de ce mois une « tournée des popotes » autour de la publication de mon dernier ouvrage « Comment sauver vos retraites » qui vulgarise et simplifie les très nombreux écrits que j'ai publiés sur la transition du système de répartition vers la capitalisation. Une grande conférence publique est programmée pour janvier 2014 avec Contribuables Associés et l'IREF. Les forums sont l'occasion non seulement d'élargir et de mobiliser la famille libérale, mais aussi de trouver de nouveaux supports et de nouveaux partenaires.

Les bonnes nouvelles seraient enfin un engagement plus prononcé de la part d'entrepreneurs et d'institutions patronales qui ont été pendant longtemps les meilleurs soutiens de la pensée libérale, mais qui se sont faits très discrets depuis une dizaine d'années. C'est pourtant de ce côté-là que viennent les fonds qui alimentent les « think tanks » libéraux dans les pays étrangers.

Je ne suis donc pas pessimiste pour l'avenir à moyen terme, seulement pour l'avenir immédiat. Il faut s'attendre à quelques mois de soudure avant que la flamme libérale embrase à nouveau le pays. Après tout, puisque j'ai évoqué 1981, la déroute libérale a duré quelques mois, jusqu'à la manifestation de juin 1984 pour la défense de la liberté scolaire. Mais il y avait à l'époque Louis Pauwels et Le Figaro Magazine, et quelques très grands patrons qui se sont investis dans la lutte contre le Programme Commun de la Gauche.

Le déficit libéral

Écrit par Jacques Garello

Lundi, 18 Novembre 2013 00:00

J'ai plaidé dans ces colonnes le « devoir de joie ». Je ne suis pas là pour larmoyer sur le déficit libéral, parce que je crois que « la liberté vaincra » comme disaient les Polonais en 1981. Je demeure persuadé de la beauté et de la force du combat pour la liberté, dans ce pays devenu le bastion du communisme. Je suis également certain que la plupart d'entre vous partageront mon espoir d'une proche percée libérale et voudront continuer à y participer, parce que liberté oblige.